



”Stato, imperio, dominio” : sur l’unité des notions d’État et d’empire au XVIe siècle

Romain Descendre

► To cite this version:

Romain Descendre. ”Stato, imperio, dominio” : sur l’unité des notions d’État et d’empire au XVIe siècle. Astérion, 2012, 10, pp.En ligne. 10.4000/asterion.2243 . halshs-00771442

HAL Id: halshs-00771442

<https://shs.hal.science/halshs-00771442>

Submitted on 8 Jan 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Romain Descendre

***Stato, imperio, dominio.* Sur l'unité des notions d'État et d'empire au XVI^e siècle**

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Romain Descendre, « *Stato, imperio, dominio.* Sur l'unité des notions d'État et d'empire au XVI^e siècle », *Astérior* [En ligne], 10 | 2012, mis en ligne le 28 septembre 2012, consulté le 18 décembre 2012. URL : <http://asterion.revues.org/2243>

Éditeur : ENS Éditions

<http://asterion.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur : <http://asterion.revues.org/2243>

Ce document PDF a été généré par la revue.

© ENS Éditions



Stato, imperio, dominio. Sur l'unité des notions d'État et d'empire au XVI^e siècle

Romain Descendre

École normale supérieure de Lyon (Triangle, UMR 5206)

Institut universitaire de France

Résumé Il n'est pas sûr que l'opposition dialectique État/empire soit un outil qui permette de comprendre finement le processus historique qu'elle entend éclairer. Plutôt que d'opposer ce que l'on doit aux empires à ce que l'on a cru être le produit exclusif des États, il convient de reconnaître l'articulation étroite et complexe entre les uns et les autres. Au même titre que l'idée moderne d'État façonnée sur la réalité des États-nations, cette opposition n'est-elle pas une invention récente ? Dans le « laboratoire » italien de la politique moderne, on était conscient de la grande variété des assises territoriales et des formes de domination, qui ne correspondaient pas à une division si tranchée. L'étude des concepts de la pensée politique et de l'historiographie italienne au XVI^e siècle permet ainsi d'interroger cette dichotomie et la pertinence d'une interprétation de la modernité sur la base de l'opposition tranchée entre deux grands modèles territoriaux et administratifs.

Mots clés État, empire, domination, Italie, XVI^e siècle, philologie politique

Resume *The dialectic opposition between state and empire may not be a useful tool to finely understand the historical process that it intends to explain. Instead of opposing what is actually owed to empires and not to what was thought to be owed to states, the close and complex relation between the former and the latter should be recognised. Just as the modern idea of state emerged after that of nation states, isn't this opposition a recent invention? In the Italian "laboratory" of modern politics, people were aware of the great variety of territorial conferences and forms of domination, which did not reflect such a clear-cut division. The study of concepts of political thinking and Italian historiography in the 16th century is necessary to investigate this dichotomy and the relevance of an interpretation of modernity on the basis of the clear-cut opposition between two great territorial and administrative models.*

Keywords *state, empire, domination, Italy, 16th century, political philology*

- 1 Le renouveau des études sur l'empire depuis une vingtaine d'années s'est accompagné, la chose est fréquemment soulignée, d'une remise en question du modèle étatique comme forme paradigmatique de la modernité politique, et d'un certain « scepticisme » à l'égard de la notion même d'État-nation et de sa valeur opératoire¹. Que cela provienne d'historiens qui, depuis l'Europe, les

¹ Voir, entre autres, J. M. Headley, « The burden of European imperialisms, 1500-1800 », *The International History Review*, XVIII, 4, 1996, p. 757-1008, long compte-rendu sous forme d'article de l'ouvrage d'Anthony Pagden, *Lords of All the World. Ideologies of Empire in Spain, Britain and France, c. 1500-c. 1800*, New Haven-Londres, Yale University Press, 1995 ; A. G. Hopkins,

États-Unis ou d'autres horizons encore, ont montré les apports d'un nouveau type de système impérial, éclaté, pluriel, laissant une large place à sa périphérie, ou de chercheurs travaillant dans le cadre des *colonial and postcolonial studies* ou de la *World history*, l'empire a constitué un objet historiographique privilégié et productif. Ce recentrage est salutaire, ne serait-ce que parce qu'il permet de faire un pas en retrait élargissant les perspectives, tant spatiales que temporelles : il contribue à briser pour partie l'eurocentrisme traditionnel² et il fait prendre conscience du caractère récent de l'ascendant pris par les États-nations, au regard de la longue durée des empires comme forme dominante d'organisation politique et sociale³.

- 2 Du même coup, il paraît nécessaire d'interroger la dichotomie État/empire ainsi instituée et la pertinence d'une interprétation de la modernité politique qui opposerait de façon tranchée deux modèles d'organisation et d'administration territoriale des communautés politiques. Au même titre que l'idée moderne d'État qui a été modelée sur la réalité des États-nations, l'opposition entre État et empire n'est-elle pas une invention récente ? Est-on sûr qu'elle soit opératoire pour la première modernité ? Dans ce champ historique et culturel, souvent considéré comme fondateur pour la genèse de la politique moderne, qu'est l'Italie entre la fin du XV^e siècle et le début du XVII^e siècle, la plasticité des catégories politiques est telle qu'elles ne sont jamais essentialistes, tout particulièrement en langue vulgaire : non seulement on n'y trouve pas *un* concept d'État ni *une* idée d'empire⁴, mais les distinctions entre plusieurs formes de domination territoriale n'ont à cette époque rien de binaire. L'empire n'y est pas opposé à l'État, mais traverse de l'intérieur, au contraire, toute la réflexion sur le *stato*. Les textes politiques de l'époque permettent de comprendre que l'on avait conscience d'une gamme variée d'assises territoriales ne correspondant pas à ce qui serait une division tranchée entre États et empires. En un siècle où, à la faveur des guerres d'Italie, la géographie politique de la péninsule est entièrement bouleversée, passant de l'équilibre instable de petits territoires indépendants héritiers des *comuni*, à une large domination, sous des formes variées et plus ou moins directes, de la monarchie espagnole, chaque territoire gardant cependant un statut propre, les Italiens sont amenés à réfléchir de très près aux formes spécifiques de domination territoriale. Dans leurs textes, l'étatique et l'impérial se trouvent imbriqués non seulement l'un avec l'autre, mais encore avec ce qui relève des cités, des provinces, ou encore des royaumes, tout au long de développements qui portent une attention précise à la taille des communautés politiques, aux formes de composition ou de domination qu'elles entretiennent, et bien sûr aux conséquences que cela entraîne sur leur conservation.

« Introduction », dans *Globalization in World History*, A. G. Hopkins éd., Londres, Pimlico, 2002 ; R. Ben-Ghiat, « Introduzione », dans *Gli imperi. Dall'antichità all'età contemporanea*, R. Ben-Ghiat éd., Bologne, Il Mulino, 2009, p. 9 ; F. Crémoux et J.-L. Fournel, « Idées, représentations et pratiques de l'empire en Espagne et en Italie du XV^e au XVII^e siècle », dans *Idées d'empire en Italie et en Espagne, XIV^e-XVII^e siècle*, F. Crémoux et J.-L. Fournel éd., Mont-Saint-Aignan, Publications des universités de Rouen et du Havre, 2010, p. 7-17.

² Pour partie seulement, car les idées et les pratiques de l'empire qui font l'objet du plus grand nombre de ces études relèvent du domaine de l'Europe et de son « expansion ».

³ Ce constat a été souligné très récemment par D. Armitage, « L'éléfante e la balena. Imperi terrestri e imperi marittimi », dans *Gli imperi*, ouvr. cité, p. 55-72.

⁴ Voir à ce propos la mise au point citée plus haut de F. Crémoux et J.-L. Fournel, « Idées, représentations et pratiques de l'empire ». Pour une monographie synthétique mettant l'accent sur la diversité spatiale et temporelle des significations du « concept » d'empire (et ce en dépit d'un titre qui laisse penser l'inverse), voir J. Muldoon, *Empire and Order. The Concept of Empire, 800-1800*, New York, St Martin's Press, 1999.

3 Le lexique témoigne de l'appartenance à un seul et même ensemble sémantique, dans la langue politique de l'époque, de notions que nous avons tendance à distinguer. Bien qu'elles soient largement connues, certaines définitions peuvent être rappelées, qui permettent de délimiter le cadre de la discussion. *Stato*, *dominio*, *imperio* : on reconnaît ici la série mise en place par Machiavel dans la seule ébauche de définition du terme *stato* qu'il nous ait léguée, dès l'incipit du *Prince* : «Tous les états (*stati*), toutes les seigneuries (*dominii*) qui ont eu et ont un commandement (*imperio*) sur les hommes, ont été et sont soit des républiques soit des principats»⁵. Comme c'est le plus souvent le cas dans les textes du secrétaire florentin, *l'imperio* garde ici son sens latin d'autorité et de pouvoir de commandement juridiquement constitué. Le terme sert à définir ce que tous les *stati* ont en commun, quelle que soit leur forme de gouvernement (principats ou républiques), comme cela est dit très explicitement, et quelle que soit aussi, comme suggéré plus implicitement, le type de domination territoriale qui est le leur : de fait, Machiavel concentre tout de suite l'attention sur les principats nouveaux, qui peuvent l'être entièrement, ou seulement «comme les membres ajoutés à l'état héréditaire du prince qui les acquiert, comme l'est le royaume de Naples pour le roi d'Espagne»⁶. Il s'agit alors des «principats mixtes», ces *stati* qui acquièrent et conservent d'autres *stati*, auxquels est entièrement consacré le chapitre III, avec deux exemples positifs : Rome bien sûr, mais aussi le Turc (et on remarquera que dans ce chapitre n'apparaissent ni l'idée ni le terme d'empire). Ainsi, non seulement *l'imperio* désigne le pouvoir suprême de commandement, quelle que soit sa forme, et appartient à la définition même de ce qu'est l'État, mais la thématique impériale elle-même – l'acquisition de nouveaux territoires politiques, «comme les membres ajoutés à l'état» – ne se distingue pas de la réflexion sur l'État. De fait, dans les *Discours*, longue investigation sur les «causes de l'empire romain» (*cagioni dell'imperio romano*)⁷, où est exaltée la nature profondément conquérante de la république, le terme *imperio* conserve toute sa polysémie. Les textes machiavéliens gardent la trace du glissement métonymique de *l'imperium* romain, depuis le pouvoir suprême du peuple délégué aux magistrats, jusqu'à «la totalité du territoire soumis à la domination de Rome et d'un homme»⁸. Au cœur de ce processus sémantique, il ne fut certes pas nécessaire que l'Empire romain atteigne une extension particulièrement grande pour qu'on parle d'*imperium romanum* : il suffit pour cela que la république romaine commence à supplanter ses voisins directs. C'est ce dont atteste par exemple la phrase de Tite-Live «*Tuscorum ante Romanum imperium late terra marique opes patuere*»⁹, que je choisis ici parce qu'elle devient, à travers une traduction tout à fait littérale, une phrase de Machiavel : «*In Italia, innanzi allo imperio romano, furono i toscani per mare e per terra potentissimi*»¹⁰. *L'imperio* est le nom que prend une entité politique dès lors qu'elle exerce sa domination sur un ou plusieurs peuples et territoires qui ne lui appartenaient pas à l'origine.

4 À la fin du siècle encore, après que les rêves d'une renaissance de l'Empire ont

⁵ N. Machiavelli, *De Principatibus - Le Prince*, J.-L. Fournel et J.-C. Zancarini éd. et trad., Paris, PUF, 2000, 1, p. 44-45.

⁶ *Ibid.*

⁷ N. Machiavelli, *Discorsi sopra la prima deca di Tito Livio*, I, 4, dans *Id., Opere*, I, C. Vivanti éd., Turin, Einaudi-Gallimard, 1997, p. 209 ; pour la traduction française, voir *Id., Discours sur la première décade de Tite-Live*, A. Fontana et X. Tabet trad., Paris, Gallimard, 2004.

⁸ A. Michel, «Empires, philosophie, poésie», dans *Idées d'empire en Italie et en Espagne*, ouvr. cité, p. 21-24 (p. 21 pour la citation).

⁹ Tite-Live, V, 33, 7.

¹⁰ N. Machiavelli, *Discorsi*, ouvr. cité, II, 4, p. 337-338. A. Fontana et X. Tabet traduisent d'ailleurs ici : «En Italie, avant la domination romaine, les Toscans furent sur terre et sur mer très puissants» ; N. Machiavel, *Discours*, ouvr. cité, p. 271.

pris des formes nouvelles et diverses avec Charles Quint d'abord, la Monarchie catholique de Philippe II ensuite, et alors que la nature impériale du pouvoir ottoman n'a cessé de s'affirmer par des conquêtes territoriales toujours plus menaçantes, on continue, dans cet espace italien que Dante appelait le « jardin de l'Empire » (*Purg.*, VI, 105), à penser indissociablement l'étatique et l'impérial, au moyen de catégories communes. Lorsque dans *De la raison d'État*, Giovanni Botero développe une analyse très précise des différents types de domination territoriale et réfléchit aux avantages et aux inconvénients propres aux grands et aux petits États, il emploie l'un pour l'autre les termes de *stato* et d'*imperio*, au point qu'ils sont en bien des cas parfaitement synonymes. Dans l'ensemble du livre, il arrive que le terme d'empire ait l'acception territoriale que nous lui donnons, mais celle-ci est loin d'être prépondérante et n'apparaît guère dans toute son évidence que dans le toponyme *imperio romano*. Du reste, Botero propose, de l'État, une définition a minima qui correspondrait aussi bien à la notion d'empire : *Stato è dominio fermo sopra i popoli*, « l'État est une solide seigneurie [mais on peut aussi traduire le terme *dominio* par « domination »] sur les peuples ». Cela peut apparaître comme une contraction de la formule machiavélienne, à ceci près que la disparition du terme *imperio*, loin d'éloigner l'idée d'État de celle d'empire, tend au contraire à renforcer l'importance de l'exercice effectif d'une domination sur une population plurielle. Dans chacune des deux définitions, l'État est un pouvoir qui s'exerce sur des hommes, et non pas sur des territoires définis : ceux-ci ne sont que l'assise spatiale de la juridiction, et le fait que les territoires ne soient pas évoqués (comme de raison d'un point de vue juridique), permet d'appliquer les définitions à toute sorte d'espace géographique. Chez les deux auteurs, quelles que soient les spécificités ou les formes des dominations territoriales, prime la réflexion sur ce qu'ils appellent les *stati*. Ainsi, lorsqu'il s'agit, dans *De la raison d'État*, de développer une réflexion spécifique sur ce que nous appellerions des empires, ce n'est pas aux *imperi* que Botero fait référence, mais aux *stati grandi*, qui peuvent être *uniti* ou *disuniti*¹¹.

- 5 Le constat de la fixation très tardive du sens « moderne » de l'empire – ensemble vaste et varié de populations et de territoires soumis à une autorité centrale – n'est certes pas nouveau et a été formulé notamment par plusieurs spécialistes des thématiques impériales. Ainsi, dans le premier chapitre de son livre sur les idéologies de l'empire du XVI^e au XIX^e siècle, Anthony Pagden commence par détailler la longue polysémie de l'*imperium* sur toute la période et souligne que « ce n'est qu'avec la montée des empires du XIX^e siècle, tels qu'ils furent conçus à la suite de la faillite de la colonisation européenne en Amérique, que l'usage du terme "empire" se spécialisa pour indiquer, comme c'est encore le cas aujourd'hui, l'"empire étendu" de Burke »¹². Il remarque en particulier que « dans bien des cas, au plus tard à la fin du XVI^e siècle, "empire" était devenu synonyme d'"État" »¹³, et il cite Machiavel à l'appui de cette affirmation. Mais une fois apportées ces précisions préliminaires, Pagden présente les thèmes principaux qui auraient constitué le grand bloc de la première idéologie moderne de l'empire, de la découverte de l'Amérique jusqu'au XIX^e siècle (la seconde, qu'il ne traite pas, ne naissant selon lui qu'ensuite, après que les puissances européennes ont perdu leurs empires américains). Rien n'est dit sur les éventuels liens et articulations entre État et empire, ce qui laisse penser que le constat fait précédemment de

¹¹ Giovanni Botero, *De la raison d'État* (éd. française de P. Benedittini et R. Descendre, à paraître chez Gallimard courant 2012), I, 6-7.

¹² A. Pagden, *Lords of All the World*, ouvr. cité ; je cite ici à partir de la traduction italienne (*Signori del mondo. Ideologie dell'impero in Spagna, Gran Bretagna e Francia 1500-1800*, Bologne, Il Mulino, 2005), p. 41.

¹³ *Ibid.*, p. 39.

l'absence de spécificité ou d'autonomie de la question de l'empire dans la langue n'aurait ni incidence ni signification.

- 6 On touche ici à la question, centrale pour tout praticien de l'histoire de la pensée et des représentations, du rapport entre les mots et les choses. Il ne s'agit pas d'opposer une histoire des idées marquée par un nominalisme jusqu'au-boutiste (la chose n'existe que dans les mots) – à un réalisme historique inattentif aux faits de langue (peu importe le mot tant qu'on a la chose). Il s'agit de s'interroger sur les implications possibles de la non-correspondance entre les découpages linguistiques propres aux acteurs et aux témoins de l'histoire, et les concepts dont nous nous servons pour constituer nos objets de recherche. Il s'agit, pour le dire autrement, de la vieille question de l'anachronisme. Non pas, bien entendu, qu'il faille s'interdire de parler d'État et d'empire chez Machiavel sous prétexte que son *stato* et que son *imperio* ont des acceptions différentes, plus nombreuses et plus variées que les nôtres. Mais l'*anachronie sémantique* est précisément ce dont il importe de rendre raison, non simplement pour la constater, ni seulement pour se prémunir des risques du contresens ou de l'interprétation téléologique, mais parce qu'elle est riche des représentations et des interprétations que les hommes avaient du monde.
- 7 Ce n'est pas, en tant que telle, la question de l'empire qui intéresse Machiavel, mais celle de l'accroissement de la puissance, qui passe par une augmentation des populations soumises et des territoires contrôlés : tel est le sens des expressions, centrales dans les *Discours*, « *acquistare imperio* » ou « *fare uno imperio* ». L'objet de son livre, ce sont, d'abord et avant tout, comme pour les humanistes du XV^e siècle, les « cités », ou encore les « républiques », qu'il s'agit de conserver. Or, par rapport à ces humanistes, le propos machiavélien apporte une rupture nette et particulièrement originale, incompréhensible sans les bouleversements provoqués entre-temps depuis 1494 par les guerres d'Italie. Les historiographes et penseurs politiques qui, au XV^e siècle, s'étaient occupés de la question de la bonne mesure des communautés politiques, vivaient parmi de petits États dans lesquels ils reconnaissaient plus d'un trait commun, tant géopolitique qu'institutionnel, avec les cités grecques décrites par leurs auteurs de prédilection. Ils trouvaient qui plus est dans la *Politique* d'Aristote un modèle auquel ils pouvaient adhérer largement, celui d'un État de taille moyenne, ni trop grand, ni trop petit, ou, plus précisément, suffisamment grand pour subsister de façon autonome et suffisamment petit pour être gouverné efficacement¹⁴. À Venise, un patricien comme Lauro Quirini était convaincu que l'extraordinaire longévité de la « Sérénissime » tenait au refus d'une politique expansionniste en terre ferme. Bien qu'il se soit fait de Rome une idée positive, Quirini lui trouvait un défaut important : elle était trop grande et sa population trop nombreuse, or « aucune grande cité ne peut rester en paix » (*nulla magna civitas quiescere potest*)¹⁵. Bien des auteurs de cette époque s'entendent sur la nécessité de ne pas augmenter l'assise territoriale et la population des cités ; le mythe de Venise s'accorde harmonieusement avec leur aristotélisme politique, et à l'inverse, la puissance de Rome n'apparaît guère enviable tant elle s'accompagne d'une périlleuse instabilité constitutionnelle et sociale.
- 8 Machiavel voit dans les effets des guerres d'Italie, et surtout dans la défaite de Venise à Agnadell en 1509, une preuve de la faiblesse du modèle vénitien dont

¹⁴ Voir notamment G. Pedullà, « "Concedere la civiltà a'forestieri". Roma, Venezia e la crisi del modello municipale di *res publica* nei *Discorsi* di Machiavelli », *Storica*, 25-26, 2003, p. 105-173.

¹⁵ *Ibid.*, p. 128-132 ; pour la citation, p. 129 : L. Quirini, *De Republica*, dans *Lauro Quirini umanista*, V. Branca éd., Florence, Olschki, 1977, p. 148.

se réclamaient une large part des grandes familles florentines opposées au pouvoir sodérinien, ainsi qu'une confirmation de sa propre politique militaire (l'*ordinanza*). C'est bien la puissance romaine, fondée sur l'expansion territoriale et démographique, qui doit désormais être recherchée par les États, « les hommes ne pouvant s'assurer qu'avec la puissance », selon la formule parfaitement explicite du premier chapitre du livre I des *Discours*¹⁶. Telle est l'articulation fondamentale d'un propos qui donne tout son privilège au modèle de la conquête. L'expérience des guerres récentes et cette exigence de puissance expliquent pourquoi tout le livre II des *Discours* s'adresse à « *quegli che disegnono che una città faccia grande imperio* »¹⁷. Ce modèle n'implique pas tant une valorisation de l'empire, qu'une réflexion sur l'exemplarité politique, institutionnelle et militaire des choix fondamentaux opérés par les dirigeants de la république romaine : une réflexion sur leur *virtù*, principale « raison de l'empire qu'ils acquièrent », selon le titre du premier chapitre du livre II. Le républicanisme des *Discours* est donc indissociable de l'impérialisme qui s'y exprime. Mais de cet impérialisme qui doit s'appliquer aux « républiques modernes », nul n'a le privilège. Ainsi, un royaume difficilement assimilable à un empire ou à une république, l'Angleterre, peut paraître exemplaire puisque « en temps de paix [son roi] ne suspend pas les ordres de la guerre »¹⁸. On ajoutera enfin que pour Machiavel, c'est bien la question de l'élargissement territorial (*lo ampliare*) qui est décisive en dernière instance : comme on le lit au chapitre IV du livre II sur les « trois manières de s'agrandir », puisque les contemporains ont l'air de penser que « l'imitation des Romains » est impossible en la matière, il doit être possible à Florence de suivre l'exemple des Étrusques et des Suisses : constituer une ligue où plusieurs communautés participent au *dominio*. Si cette façon de procéder ne consentit pas aux « antiques Toscans » de « faire un empire semblable à celui de Rome », elle fut « pendant longtemps sûre, et leur valut la plus grande gloire dans l'empire et dans les armes »¹⁹. Tous les États qui veulent continuer à vivre sont tenus d'élargir leur domination territoriale.

- 9 Après être apparue dans la seconde partie du XV^e siècle et avoir acquis dans les textes de Machiavel une force jusqu'alors inédite, la question du bon dosage à adopter entre la conservation et la puissance, ainsi que sa cristallisation sur la taille du territoire et la quantité de la population, reste présente tout au long du XVI^e siècle. Le terme d'*imperio* semble tendre de plus en plus vers la désignation d'une entité géopolitique constituée par la conquête militaire de vastes territoires, comme le montre le très grand succès que rencontre la formule *imperio delli Ottomani*, à partir de la fin des années 1520, avec surtout deux livres qui connurent une vaste diffusion jusqu'à la fin du siècle, *Della origine de' Turchi et imperio delli Ottomanni*, d'Andrea Cambini (1529) et le *Commentario delle cose de' Turchi [...]* a Carlo Quinto imperadore augusto de Paolo Giovio (1532)²⁰. Mais

¹⁶ N. Machiavelli, *Discorsi*, ouvr. cité, I, 1, p. 201 (« *non potendo gli uomini assicurarsi se non con la potenza* »). Sur cette question, voir A. Fontana, « Introduction », dans N. Machiavel, *Discours*, ouvr. cité, p. 30-33.

¹⁷ N. Machiavelli, *Discorsi*, ouvr. cité, II, 3 ; traduction Fontana et Tabet : « ceux qui projettent qu'une ville établisse une grande domination », N. Machiavel, *Discours*, ouvr. cité, p. 268.

¹⁸ « *nel tempo della pace non intermette gli ordini della guerra* » ; N. Machiavelli, *Discorsi*, ouvr. cité, I, 21, p. 252.

¹⁹ « *un gran tempo sicuro, con somma gloria d'imperio e d'arme* », *ibid.*, II, 4, p. 341, et plus largement p. 337-341.

²⁰ Les termes de la dédicace de Giovio sont intéressants à cet égard : « *Ho voluto [...] darli almeno chiara e particolare notizia della milizia, potenza e vittoria di essi Turchi, ponendo con fidele brevità avanti gli occhi di Vostra Maestà la via per la quale questa fiera nazione ha caminato a tanta grandezza d'Imperio con tanta riputazione de l'arte militare.* » Il n'est pas indifférent que ce texte paraisse chez le même éditeur et la même année que l'édition princeps du *Prince* : *Commentario delle cose de' Turchi, di Paulo Jovio [...]* a Carlo Quinto imperadore augusto, Rome, Blado, 1532. La diffusion du vocable *imperio* pour désigner l'État

c'est surtout à la fin du siècle, avec Botero, que la question de la domination territoriale est à nouveau analysée en détail.

- 10 Sous l'effet des guerres civiles qui sévissent en Europe, tout particulièrement en France, revient plus que jamais en force le principe classique consistant à privilégier la sécurité intérieure de l'État. Botero garde de Machiavel la nécessité d'articuler sécurité et puissance ; mais alors que chez le Florentin la conquête était si nécessaire qu'elle valait la peine de prendre le risque du conflit civil, chez le Piémontais c'est bien la conservation qui prime sur la puissance, du moins sur la *potenza* entendue dans son sens machiavélien, c'est-à-dire comme nécessaire accroissement militaire de la domination territoriale. Car la puissance reste une question omniprésente, inlassablement thématisée sous l'appellation des « forces » de l'État, mais il s'agit désormais d'une notion plus intensive qu'extensive. Il n'est plus question d'étendre la domination – car « l'État, en s'agrandissant, voit s'effondrer les fondements de sa solidité »²¹ – mais toujours de l'optimiser, de la rendre plus solide, plus durable, plus efficace (idées d'ailleurs déjà contenues dans le syntagme *dominio fermo sopra i popoli* qui définit le *Stato*). Cela passe par une attention toute particulière aux questions démographiques, géographiques, économiques et fiscales, et aux formes concrètes de l'administration.
- 11 L'un des enjeux principaux du premier des dix livres *De la raison d'État* est, contre Machiavel, de réhabiliter l'œuvre de conservation contre la conquête et, avec la tradition aristotélicienne, d'exalter les États de taille moyenne, à préférer aux grands et aux petits. Cela est développé dans les chapitres V à VII, dont les titres sont : « Qu'y a-t-il de plus important, agrandir ou conserver un État ? » ; « Quels empires [*imperi*] sont les plus durables, les grands, les petits ou les moyens ? » ; « Quels États sont les plus durables, les unis ou les dispersés [*disuniti*] ? » Ainsi, dans le livre le plus influent de la littérature de la raison d'État, dont la très vaste diffusion a sans doute joué un rôle majeur dans la fixation du sens moderne du mot État, *empire* et *État* sont des termes parfaitement synonymes. Cela tend à apporter une confirmation intéressante à la thèse de Diego Quaglioni selon laquelle l'une des racines principales de la raison d'État botérienne réside dans la version latine des *Dix livres de la république*, lorsque Bodin, au deuxième chapitre du livre II, traduisait « gouvernement et administration » de la république par le syntagme *imperandi ratio*²². Or cet emploi du mot « empire » dans le sens d'« État » apparaît précisément au cours des chapitres consacrés aux dimensions des États et s'applique à tous, y compris aux plus petits, qui sont les premières victimes des grands empires tels que Rome :
- Il est certain que les empires moyens sont les plus aptes à se maintenir, parce que les petits, à cause de leur faiblesse, sont aisément exposés aux forces et aux injures des grands, lesquels, comme les oiseaux de proie qui se repaissent d'oiseaux plus petits et les gros poissons qui mangent le menu fretin, les dévorent et s'élèvent sur leurs ruines ; ainsi Rome s'agrandit-elle en exterminant les villes voisines [...].²³
- 12 D'autre part, si *imperio* est utilisé pour *stato*, *dominio* l'est tout autant. En effet, ces mêmes *stati* ou *imperi* sont appelés *domini* dès le chapitre II, qui proposait

ottoman est ensuite confortée par d'autres titres, notamment Benedetto Ramberti, *Libri tre delle cose de Turchi*. [...] *Nel terzo il modo del reggere il stato & imperio suo*, Venise, Manuzio, 1539 ; et surtout, les trois volumes, qui connaîtront de nombreuses rééditions, de Francesco Sansovino, *Dell'istoria universale dell'origine et imperio de Turchi*, Venise, 1560-1561.

²¹ G. Botero, *De la raison d'État*, ouvr. cité, I, 6.

²² D. Quaglioni, « *Imperandi ratio* : l'édition latine de la *République* (1586) et la raison d'État », dans Jean Bodin, *Nature, histoire, droit et politique*, Y.-C. Zarka éd., Paris, PUF, 1996, p. 161-174.

²³ G. Botero, *De la raison d'État*, ouvr. cité, I, 6.

déjà plusieurs « divisions des *domini* », notamment en grands, petits et moyens. La chaîne lexicale *stato*, *dominio* et *imperio* telle qu'elle avait été proposée par Machiavel se résout de la sorte en une identité sémantique complète. À la fin du XVI^e siècle, la langue politique est donc encore loin d'être fixée, et on observe chez Botero toujours les importants phénomènes de « condensation et diffusion du signifié »²⁴ propres à la langue de Machiavel. Mais il est clair aussi que c'est le terme *stato*, avec le sens dont il est porteur, qui prend désormais le dessus et tend à absorber les autres termes. De ce point de vue, Botero constitue sans doute l'un des tout premiers cas d'une généralisation qui va ensuite s'imposer dans les autres langues européennes. Quoi qu'il en soit, il paraît difficile d'atténuer le rôle de l'État par rapport à celui de l'empire dans la langue italienne du pouvoir et de la doctrine politique au début de l'âge moderne. Alors que dans le droit commun médiéval, l'empire était le principe et la source validant tous les autres pouvoirs²⁵ et qu'il fallait, pour défendre la souveraineté royale, faire une large place à des formules comme *rex imperator in regno suo*, le rapport s'est désormais inversé. Ce n'est plus à partir de l'empire que l'on pense la souveraineté des États, mais à partir de la notion d'État que l'on pense l'empire. Une inversion qui apparaît dans toute son évidence chez un Bodin qui montre que l'empereur (celui qui en porte le titre) n'est pas souverain en son empire.

- 13 Pourtant, si dans la pensée de Botero la signification spécifique du mot « empire » semble s'effacer au profit de l'État, l'aspect sous lequel celui-ci apparaît n'a rien de monolithique : c'est une entité plastique, susceptible de plusieurs formes, et qui n'annonce en rien un avenir tout tracé vers l'État-nation. Le chapitre sur les *stati* qui peuvent être *uniti* ou *disuniti* prend acte de la réalité des grands États composés de parties distinctes, et l'on retrouve là le problème qui s'était posé dans toute son évidence avec l'Empire de Charles Quint, et toujours d'actualité sous la Monarchie catholique, touchant aux difficultés propres aux empires dispersés. Mais ces empires – ou « États », ici encore le mot est indifférent – dispersés sont de nombreuses sortes, que Botero classe en fonction des agencements possibles entre leurs parties, des facilités plus ou moins grandes qu'elles ont de se porter secours, de la nature maritime ou terrestre de leurs liens, de la taille respective de ces parties, de la qualité et de l'hostilité éventuelle des États limitrophes, bref, de leur nature géopolitique concrète. À condition que ses parties soient assez solides et qu'elles puissent constituer un réseau de communications et d'échanges efficace, en particulier maritime, ce type d'État « dispose de nombreux avantages » et il est moins sujet aux corruptions internes. C'est le triomphe d'un nouveau modèle, incarné par la Monarchie catholique, qui par sa dispersion même paraît à Botero combiner au mieux puissance et conservation. Un modèle qui est directement opposé à l'Empire romain, prototype à ses yeux de l'État uni beaucoup trop grand, et qu'il décrit à la lumière de sa seule chute, là où Machiavel l'avait étudié à l'éclairage de sa seule croissance. Dans une œuvre ultérieure, son encyclopédie géopolitique que sont les *Relazioni universali*, il complétera cette analyse en créant une catégorie hybride, celle de « monarchie presque universelle », qui entendait là encore rendre compte d'une forme de dispersion et de multiplicité géographique propre à un organisme politique qu'il se refusait à appeler Empire mais qui n'était pas pour autant un État comme les autres²⁶.

²⁴ J.-L. Fournel, « Frontiere e ambiguità nella lingua del *Principe*. Condensamenti e diffusione del significato », dans *La lingua e le lingue di Machiavelli*, A. Pontremoli éd., Florence, Olschki, 2001, p. 71-85.

²⁵ D. Quaglioni, « Empire et monarchie. Aspects du débat juridique », dans *Idées d'empire en Italie et en Espagne*, ouvr. cité, p. 37-46.

²⁶ R. Descendre, « Une monarchie "presque universelle". Géopolitique de l'empire dans les

- 14 Ce nouvel aspect que prend la thématique impériale aussi bien dans les textes de Machiavel que dans ceux de Botero, où État et empire sont pensés si étroitement qu'ils vont jusqu'à se confondre, met en évidence l'effacement du sens que ce dernier a longtemps eu pour la pensée juridique dans toute la tradition du droit commun, et plus largement dans la pensée politique médiévale, comme en témoigne notamment l'œuvre de Dante : l'empire comme source ultime de la justice et de la paix entre les hommes. Ce n'est pas un hasard si ceux pour qui la communauté des hommes n'est plus ordonnée vers une fin de justice sont ceux-là mêmes pour qui l'empire n'est plus la référence politique suprême. À l'inverse, ceux qui ravivent avec force les rêves d'empire – un Gattinara contemporain de Machiavel, un Campanella contemporain de Botero – sont des hommes qui placent au cœur de leurs projets la justice et la paix, dont il s'agit, précisément, d'instaurer le règne. Car c'est aussi cette aspiration qui s'exprime à travers leur messianisme et l'usage toujours reformulé de la formule johannique « un seul troupeau sous un seul pasteur » (Jn, 10, 16). Et certes, chez ces penseurs-là, l'*imperio* ou la *monarchia universale* ne pourraient en aucun cas se confondre avec le *stato*, même si cela ne les empêche pas de développer eux aussi des analyses politiques empreintes du plus grand réalisme²⁷.
- 15 Au terme de ce parcours, on peut enfin s'interroger sur l'opportunité qu'il y aurait à distinguer entre, d'une part, ce que l'on peut appeler les « idéologies » de l'empire, et d'autre part ce qui relève d'une réflexion politique plus extérieure du phénomène impérial²⁸. C'est peut-être l'absence d'une telle distinction, et l'attention majeure apportée aux écrits de ceux qui sont en quelque sorte des « militants » de l'empire, qui peuvent conduire à négliger la longue porosité linguistique et conceptuelle entre les différents corps géopolitiques. Pour le champ italien, on est fondé à faire le départ entre les prospectives d'un Gattinara ou d'un Campanella, et les logiques analytiques d'un Machiavel ou d'un Botero. À condition bien sûr de ne pas la figer et de reconnaître les échanges, les superpositions et les interactions de ces deux logiques. Il est aisé, par exemple, de relever les nombreuses argumentations typiquement machiavéliennes ou botériennes qui émaillent les textes de Campanella, et, symétriquement, il serait bien naïf d'attribuer au secrétaire florentin ou au consultant de la congrégation de l'Index une objectivité analytique exempte de sous-entendus politiques. Il suffit de penser au lien qu'entretient, chez Machiavel, l'exaltation de la république de conquête avec sa position « sodérinienne » anti-aristocratique et la mise en place de l'*ordinanza* ; il faut aussi rendre compte de la temporalité des choix opérés par Botero, favorable à un système d'équilibre européen à domination catholique lorsqu'il dépend du gouvernement pontifical sous Sixte Quint et Clément VIII, chantre de la monarchie universelle plus tard, lorsqu'il fait tout pour se rapprocher du pouvoir espagnol. Il ne reste pas moins que, contrairement aux « idéologues » de l'empire – quel que soit d'ailleurs le choix terminologique, certes non dénué d'implications fortes, que ces derniers effectuent entre « empire » et « monarchie universelle » –, les « analystes » ne séparent pas l'impérial de l'étatique, et préfèrent procéder à des distinctions plus fines entre les différents niveaux de la domination territoriale et de la gestion des populations et des richesses.

Relazioni universali de Giovanni Botero», dans *Idées d'empire en Italie et en Espagne*, ouvr. cité, p. 217-232.

²⁷ J. C. D'Amico, « Mercurino Arborio de Gattinara et le mythe d'un empire universel au service de Charles Quint », dans *Idées d'empire en Italie et en Espagne*, ouvr. cité, p. 71-102.

²⁸ Ce n'est pas ce que fait A. Pagden dans son livre sur les « idéologies de l'empire » : la notion d'idéologie lui sert au contraire à rendre compte indifféremment d'auteurs et de textes dont les statuts, les intentions et les logiques sont très disparates.

- 16 Ces précisions concernant la sémantique de l'État et de l'empire relèvent ainsi d'une exigence qui, pour être, au sens large, de type philologique, n'en est peut-être pas moins utile à l'histoire et à la philosophie : il s'agit, selon l'expression d'un des plus grands historiens de la première modernité, de ne pas « se laisser éblouir par la splendeur du mot »²⁹. Il y a sans doute quelque utilité à penser l'histoire politique moderne sur la base de l'opposition dialectique entre État et empire. Mais il n'est pas sûr que cette opposition soit un outil qui permette de comprendre en finesse le processus qu'elle entend éclairer : c'est ce que montrent la langue et la pensée de ceux qui en furent les premiers témoins. Il s'agit moins d'opposer ce que l'on doit aux empires à ce que l'on a longtemps cru être le bénéfice exclusif des États que de penser l'articulation bien plus étroite entre les uns et les autres. Jusqu'à trouver plus de justesse et de richesse terminologique, comme c'est d'ailleurs le cas avec des concepts historiographiques récents qui apparaissent plus pertinents, tels ceux d'« État impérial » ou de « *composite monarchy* »³⁰. Voilà bien, en effet, deux locutions que n'auraient sans doute pas reniées, pour la première, un Machiavel qui pensait ensembles les cités, les États princiers et les empires, et pour la seconde, un Botero qui entendait évaluer au plus juste les forces et les faiblesses de ce « grand État dispersé » qu'était la Monarchie catholique. Peut-être n'est-ce pas complètement un hasard si cette capacité à réfléchir les nouvelles formes de domination territoriale apparut de façon si singulière dans cette péninsule italienne qui, à l'époque moderne, ne fut le centre d'aucun « État unifié » ni d'aucun « empire ».

²⁹ Francesco Guicciardini, *Storia d'Italia*, X, 6, « Altri, considerando forse più intrinsecamente la sostanza delle cose né si lasciando abbagliare gli occhi dallo splendore del nome [...] » (*Histoire d'Italie*, J.-L. Fournel et J.-C. Zancarini éd. et trad., Paris, Robert Laffont, 1996, vol. I, p. 741). La formule, que Guichardin décline sous plusieurs formes dans ses œuvres, souvent rappelée par Jean-Louis Fournel et Jean-Claude Zancarini, peut être mise en exergue de cette « philologie politique » qui se veut moins une « méthode » qu'une pratique assidue et une approche rigoureuse des textes et de leurs contextualisations historiques concrètes. Voir notamment J.-L. Fournel et J.-C. Zancarini, *La politique de l'expérience. Savonarole, Guicciardini et le républicanisme florentin*, Alessandria, Edizioni dell'Orso, 2002 et J.-C. Zancarini, « Une philologie politique. Les temps et les enjeux des mots (Florence, 1494-1530) », *Laboratoire italien*, 7, 2007, p. 61-74.

³⁰ Pour l'historique de la notion de *composite monarchy*, théorisée par H. G. Koenigsberger lors d'une conférence de 1975, mais faisant suite à celle, bien plus ancienne, de *composite state* (H. G. Koenigsberger, « Monarchies and parliaments in Early Modern Europe. *Dominium Regale* or *Dominium Politicum* et *Regale* », *Theory and Society*, V, 2, 1978, p. 191-217), on peut se reporter à la note des éditeurs au texte de P. Fernández Albaladejo, « *Lex regia aragonensium* : monarchie composée et identité des royaumes durant le règne de Philippe II », dans *Idées d'empire en Italie et en Espagne*, ouvr. cité, p. 145. Un texte important en la matière est celui de J. H. Elliott, « A Europe of composite monarchies », *Past and Present*, 137, 1992, p. 48-71, qui observe d'ailleurs rapidement que « *theorists like Giovanni Botero, Tommaso Campanella and Baltasar Alamos de Barrientos were much exercised by the problem of how to conserve a composite monarchy* » (p. 62).